La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2005 : excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars a été dégagé en juin 2005, en hausse de 0,6 milliard par rapport à celui de 1,1 milliard enregistré en juin 2004. Cet accroissement d'une année sur l'autre s'explique par la hausse des revenus, qui ont progressé de 1,9 milliard, ou 12,7 %, traduisant à la fois l'augmentation des assiettes fiscales et des facteurs chronologiques qui s'estomperont probablement au cours de l'exercice. Ces facteurs chronologiques se rapportent aux différences du calendrier de perception de l'impôt sur le revenu des particuliers entre 2004-2005 et 2005-2006, de même qu'à la faiblesse inhabituelle des revenus au titre de l'impôt des sociétés au début de 2004-2005. L'effet de cette hausse sur le solde budgétaire a été tempéré par l'augmentation des charges de programmes, qui ont grimpé de 1,3 milliard de dollars, ou 11,5 %, surtout en raison de l'accroissement des transferts aux provinces et aux territoires prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé, de même que sur la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique n'ont que peu augmenté.

D'avril à juin 2005 : excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars

L'excédent budgétaire des trois premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à juin) est estimé à 4,8 milliards de dollars, soit 1,9 milliard de plus que l'excédent de 2,9 milliards enregistré au cours de la même période l'an dernier. Les revenus budgétaires ont grimpé de 5,4 milliards, ou 11.8 %, toutes les principales composantes étant en hausse. Comme on l'a vu, cette augmentation est notamment imputable à des facteurs chronologiques qui devraient s'estomper au cours de l'exercice. Les charges de programmes ont augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou 10,6 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires au titre des soins de santé, de la péréquation et de la FFT. Les frais de la dette publique ont légèrement diminué.

Juin 2005 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de juin 2005, soit 1,7 milliard de dollars, était en hausse de 0,6 milliard par rapport à celui de juin 2004.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires, qui se sont établis à 17,1 milliards de dollars, ont augmenté de 1,9 milliard, ou 12,7 %. Cela traduit principalement la forte progression, d'une année sur l'autre, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt des sociétés attribuable à l'augmentation sensible des assiettes fiscales et à des facteurs chronologiques, qui devraient s'estomper au cours de l'exercice.

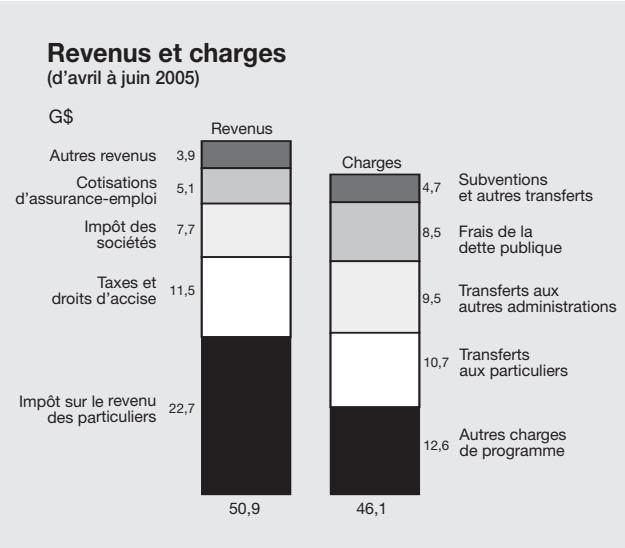
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,8 milliard, ou 12,0 %, surtout en raison de la forte hausse des retenues à la source. Cela est nettement plus élevé que la hausse estimative des traitements et des salaires de 2,5 à 3 %, ce qui signifie qu'une partie de l'augmentation, d'une année sur l'autre, des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers traduit probablement des écarts du calendrier de perception entre les exercices 2004-2005 et 2005-2006. Cette situation devrait être corrigée d'ici quelques mois.

- Les revenus au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 33,5 %, soit au-delà de deux fois plus que les bénéfices des sociétés. Cette différence peut s'expliquer par la procédure de remise selon laquelle les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt à payer de l'année précédente ou une estimation de l'impôt à payer de l'année, et les règlements doivent être effectués dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. En 2004-2005, la plupart des sociétés ont calculé leurs acomptes d'après l'impôt à payer en 2003. Cependant, les bénéfices ont grimpé de presque 20 % en 2004, ce qui a donné lieu à d'importants règlements au dernier trimestre de 2004-2005. Comme les acomptes mensuels reposent maintenant sur l'impôt à payer en 2004, la hausse d'une année sur l'autre surestime la progression sous-jacente des revenus au titre de l'impôt des sociétés. Cette situation sera corrigée lors de la perception des paiements de règlement à la fin de l'exercice.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont augmenté de 246 millions de dollars, ou 7,5 %. Les revenus de la taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 218 millions, ou 10,1 %, traduisant la forte poussée de la TPS sur les importations. Les droits de douane à l'importation ont nettement augmenté, tandis que les taxes de vente et d'accise ont diminué. Les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont reculé, par suite des baisses annoncées dans le budget de 2005.
- Les revenus provenant des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté, car la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales pour 2005 s'élève à 1,95 $ par tranche de 100 $ de gains assurables comparativement à 1,98 $ en 2004) a plus que contrebalancé la progression de l'emploi et donc du nombre de personnes versant des cotisations.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont légèrement augmenté.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes engagées en juin 2005 ont été de 12,5 milliards de dollars, en hausse de 1,3 milliard de dollars, ou 11,5 %, par rapport à celles de juin 2004, surtout en raison de paiements de transfert plus élevés découlant des accords conclus par les premiers ministres en 2004 sur les soins de santé, la péréquation et la FFT.

Les paiements de transfert ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 13,2 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont grimpé de 99 millions de dollars ou 3,0 %, d'une année sur l'autre. Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,1 % en raison de la hausse des prestations moyennes, qui s'est produite sous l'effet de l'augmentation du taux d'inflation au début de 2005 et d'une recrudescence du nombre de personnes admissibles à ces prestations. Les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 1,8 %, surtout en raison de la baisse des prestations régulières attribuable à l'amélioration du marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de



santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont progressé de 0,8 milliard de dollars, ou 31,7 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux traduisait le financement accru aux termes de l'accord de 2004 sur les soins de santé. Les transferts entre administrations se composent de la péréquation, des paiements aux gouvernements territoriaux, des subventions législatives et du recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes. Au total, d'une année sur l'autre, ces transferts ont grimpé de 39,7 %, reflétant le nouveau cadre pour la péréquation et la FFT annoncé en octobre 2004.

- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 3,6 %.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la défense. D'une année sur l'autre, ces charges ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 8,3 %, traduisant la hausse des coûts de fonctionnement et l'effet de mesures budgétaires antérieures. Cette composante est assez volatile au cours des premiers mois de l'exercice, ce qui reflète le calendrier des paiements et l'entrée en vigueur des mesures budgétaires.

Les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés puisque les changements de la composition de la dette portant intérêt ont compensé l'effet d'une baisse de l'encours de cette dette.

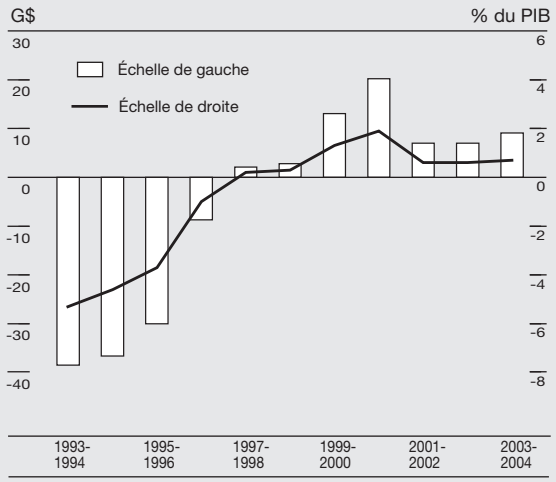
D'avril à juin 2005 : résultats budgétaires

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2005-2006, on a enregistré un excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars, soit 1,9 milliard de plus que l'excédent de 2,9 milliards constaté pour la période correspondante de 2004-2005.

Les revenus budgétaires ont atteint 50,9 milliards de dollars, en hausse de 5,4 milliards, ou 11,8 %, en raison de la forte expansion des assiettes fiscales et de facteurs chronologiques.

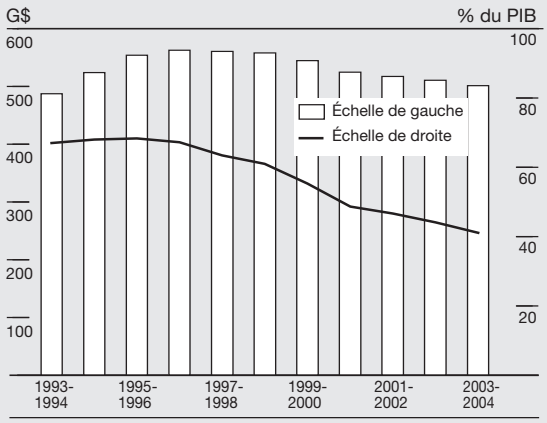
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 9,2 %. L'augmentation d'une année sur l'autre s'explique principalement par la forte croissance des retenues à la source sur les revenus d'emploi, ce qui traduit, en partie, les gains importants constatés dans l'emploi au cours des 12 derniers mois. On estime que les traitements et salaires ont progressé de 2,5 à 3 % au cours de cette période. L'écart de croissance entre les revenus et l'assiette traduit principalement le calendrier de perception.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

- Les revenus au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou 34,7 %, soit au-delà de deux fois plus que les bénéfices des sociétés. Comme on l'a vu, cette différence peut découler en partie de la procédure de remise, dont l'effet s'estompera vers la fin de l'exercice.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont grimpé de 1,1 milliard de dollars, ou 11,0 %. Les rentrées de TPS ont augmenté de 0,9 milliard, ou 12,5 %, par suite d'une augmentation des recettes brutes tirées des importations et des ventes intérieures, et d'une légère baisse des remboursements. Les taxes de vente et d'accise ont progressé de 5,0 %, tandis que les revenus du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont diminué de 6,3 %.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,7 % étant donné que l'augmentation du nombre de personnes détenant un emploi a plus que compensé la réduction des taux de cotisation.
- Les autres revenus ont augmenté de 6,1 %.

D'une année sur l'autre, les charges de programmes pour la période d'avril à juin 2005, qui s'élèvent à 37,5 milliards de dollars, affichent une hausse de 3,6 milliards, ou 10,6 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005, la majeure partie de cette augmentation découlant des transferts accrus aux provinces et aux territoires pour la santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars.

Les paiements de transfert, qui équivalaient à près de deux tiers des charges totales des programmes, ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou 13,4 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,4 %. Les prestations aux aînés ont grimpé de 5,1 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 2,6 %. Au chapitre de l'assurance-emploi, les prestations ordinaires ont diminué en raison de l'amélioration de la situation sur le marché du travail, tandis que les prestations spéciales, notamment les prestations de maladie, de maternité et de paternité ont augmenté.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 25,5 %, ce qui traduit l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT.
- Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 19,6 % sous l'effet de mesures budgétaires antérieures.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 5,4 %, alors que la baisse, d'une année sur l'autre, des charges liées aux sociétés d'État a été plus que compensée par l'accroissement des dépenses de fonctionnement des ministères.

La diminution des frais de la dette publique résulte de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Besoins financiers de 5,4 milliards de dollars d'avril à juin 2005

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État (par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances), ainsi que ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. La différence entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constatée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,2 milliards de dollars d'avril à juin 2005, en légère hausse par rapport aux besoins constatés pour la même période en 2004-2005.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars et de besoins nets de 10,2 milliards pour les opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont élevés à 5,4 milliards au cours des trois premiers mois de 2005-2006, en baisse de 1,8 milliard par rapport à la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 8,3 milliards de dollars

À la fin de juin 2005, le gouvernement a réduit de 8,3 milliards de dollars sa dette détenue sur les marchés, toutes les composantes étant en baisse.

Pour couvrir les besoins financiers de 5,4 milliards de dollars et la réduction de la dette détenue sur les marchés, le gouvernement a réduit ses soldes de trésorerie de 13,7 milliards. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer beaucoup d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 3,4 milliards de dollars à la fin de juin.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Juin		D'avril à juin	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	15 144	17 060	45 499	50 880
Charges				
Charges de programmes	-11 205	-12 490	-33 932	-37 535
Frais de la dette publique	-2 842	-2 845	-8 666	-8 517
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 097	1 725	2 901	4 828
Opérations non budgétaires	-5 587	-5 280	-10 085	-10 235
Ressources ou besoins financiers	-4 490	-3 555	-7 184	-5 407
Variation nette dans les activités de financement	-8 918	-3 881	-7 803	-8 277
Variation nette dans l'encaisse	-13 408	-7 436	-14 987	-13 684
Encaisse à la fin de la période			2 264	3 441

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Juin			D'avril à juin		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 894	7 722	12,0	20 810	22 716	9,2
Impôt sur le revenu des sociétés	2 125	2 836	33,5	5 702	7 680	34,7
Autres impôts sur le revenu	267	313	17,2	835	887	6,2
Total des impôts sur le revenu	9 286	10 871	17,1	27 347	31 283	14,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 165	2 383	10,1	7 285	8 195	12,5
Droits de douane à l'importation	216	282	30,6	677	797	17,7
Taxes de vente et d'accise	881	846	-4,0	2 290	2 404	5,0
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	31	28	-9,7	96	90	-6,3
Total des taxes et droits d'accise	3 293	3 539	7,5	10 348	11 486	11,0
Total des revenus fiscaux	12 579	14 410	14,6	37 695	42 769	13,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 603	1 645	2,6	4 971	5 105	2,7
Autres revenus	962	1 005	4,5	2 833	3 006	6,1
Total des revenus budgétaires	15 144	17 060	12,7	45 499	50 880	11,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Juin			D'avril à juin		
	2004	2005	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 288	2 405	5,1	6 855	7 203	5,1
Prestations d'assurance-emploi	1 013	995	-1,8	3 615	3 520	-2,6
Total	3 301	3 400	3,0	10 470	10 723	2,4
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583		3 163	4 750	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685		1 956	2 056	
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0		375	0	
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	8	0		25	0	
Total	1 839	2 268	23,3	5 519	6 806	23,3
Transferts fiscaux	945	1 320	39,7	2 846	3 498	22,9
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-253	-254	0,4	-759	-761	0,3
Total	2 531	3 334	31,7	7 606	9 543	25,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	65	103	58,5	124	448	261,3
Affaires étrangères	241	114	-52,7	576	507	-12,0
Santé	89	136	52,8	375	410	9,3
Développement des ressources humaines	100	75	-25,0	404	291	-28,0
Affaires indiennes et du Nord	283	360	27,2	1 212	1 330	9,7
Industrie et développement régional	139	221	59,0	363	428	17,9
Autres	447	404	-9,6	859	1 265	47,3
Total	1 364	1 413	3,6	3 913	4 679	19,6
Total des paiements de transfert	7 196	8 147	13,2	21 989	24 945	13,4
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	67	75	11,9	366	355	-3,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	195	150	-23,1	555	518	-6,7
Autres	184	122	-33,7	578	522	-9,7
Total	446	347	-22,2	1 499	1 395	-6,9
Défense	906	1 222	34,9	2 649	2 878	8,6
Tous les autres ministères et organismes	2 657	2 774	4,4	7 795	8 317	6,7
Total des autres charges de programmes	4 009	4 343	8,3	11 943	12 590	5,4
Total des charges de programmes	11 205	12 490	11,5	33 932	37 535	10,6
Frais de la dette publique	2 842	2 845	0,1	8 666	8 517	-1,7
Total des charges budgétaires	14 047	15 335	9,2	42 598	46 052	8,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Juin		D'avril à juin	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 097	1 725	2 901	4 828
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-37	-275	-254	-159
Autres activités d'investissement	-204	-257	-92	-735
Comptes de pension et autres comptes	-5	-112	330	-936
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-6 238	-4 684	-10 992	-9 725
Opérations de change	671	-184	175	589
Amortissement des immobilisations corporelles	226	232	748	731
Total des autres activités	-5 341	-4 636	-10 069	-8 405
Total des opérations non budgétaires	-5 587	-5 280	-10 085	-10 235
Ressources ou besoins financiers nets	-4 490	-3 555	-7 184	-5 407

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Juin		D'avril à juin	
	2004	2005	2004-2005	2005-2006
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-4 490	-3 555	-7 184	-5 407
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-9 867	-3 303	-7 710	-1 636
Bons du Trésor	800	-400	800	-4 900
Obligations d'épargne du Canada	-75	-81	-122	-220
Autres	-6	-139	-14	-139
Total	-9 148	-3 923	-7 046	-6 895
Emprunts en devises	231	44	-743	-1 380
Total	-8 917	-3 879	-7 789	-8 275
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-1	-2	-14	-2
Variation nette dans les activités de financement	-8 918	-3 881	-7 803	-8 277
Variation dans l'encaisse	-13 408	-7 436	-14 987	-13 684

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Août 2005